

Objectifs du Millénaire pour le développement

Rapport 2015



NATIONS UNIES

Résumé



Le présent rapport est établi à partir d'un ensemble de données compilées par le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Groupe, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été créé en réponse au vœu de l'Assemblée générale que soient effectuées des évaluations périodiques des progrès vers la réalisation de ces objectifs. Le Groupe est composé de représentants des organisations internationales (liste ci-dessous) qui comptent au nombre de leurs activités l'établissement d'une ou de plusieurs des séries d'indicateurs statistiques définis pour permettre de suivre ces progrès. Plusieurs statisticiens nationaux et experts extérieurs ont également apporté leur concours à ce rapport.

BANQUE MONDIALE

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ENTITÉ DES NATIONS UNIES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

UNION INTERPARLEMENTAIRE

Objectifs du Millénaire pour le développement

Rapport 2015

Résumé

Préface

La mobilisation mondiale en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement est le mouvement de lutte contre la pauvreté le plus réussi de l'histoire. L'engagement historique pris par les dirigeants du monde en 2000 — de « n'épargner aucun effort pour délivrer nos semblables, hommes, femmes et enfants, de la misère, phénomène abject et déshumanisant » — s'est traduit par un cadre stimulant de huit objectifs, puis, par la suite, par un large éventail de mesures pratiques qui ont permis aux personnes du monde entier d'améliorer leurs vies et leurs perspectives d'avenir. Les OMD ont permis de sortir plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, de réaliser des progrès remarquables dans la lutte contre la faim, de permettre à plus de filles que jamais d'aller à l'école et de protéger notre planète. Ils ont engendré des partenariats nouveaux et innovants, ont galvanisé l'opinion publique et montré l'extrême importance de la mise en place d'objectifs ambitieux. En plaçant les personnes et leurs besoins immédiats au premier plan, les OMD ont refaçonné la prise de décisions à la fois dans les pays développés et les pays en développement.

Malgré les gains remarquables obtenus, je suis tout à fait conscient que les inégalités persistent et que les progrès ont été inégaux. La population pauvre mondiale demeure massivement concentrée dans certaines parties du monde. En 2011, dans le monde, près de 60 % du milliard de personnes extrêmement pauvres vivaient dans cinq pays seulement. Trop de femmes continuent de mourir durant leur grossesse ou de complications liées à l'accouchement. Les progrès ont tendance à laisser de côté les femmes et ceux qui se trouvent au plus bas de l'échelle économique ou sont désavantagés à cause de

leur âge, handicap ou ethnicité. Les disparités entre zones rurales et urbaines restent prononcées.

Les expériences et les données qui ressortent des efforts entrepris en vue de réaliser les OMD démontrent que nous savons ce qu'il faut faire. Mais de nouveaux progrès nécessiteront une volonté politique inébranlable et un effort collectif à long terme. Nous devons nous attaquer aux causes profondes et redoubler d'efforts pour intégrer les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Le programme de développement pour l'après-2015, comprenant notamment l'ensemble des objectifs de développement durable, s'efforce de refléter ces leçons, de construire sur nos succès et d'engager fermement tous les pays sur la voie d'un monde plus prospère, durable et équitable.

En nous interrogeant sur les OMD et les perspectives des quinze prochaines années, il ne fait aucun doute que nous pouvons nous montrer à la hauteur de notre responsabilité de mettre un terme à la pauvreté, de ne laisser personne de côté et de créer un monde respectueux de la dignité de tous.



BAN KI-MOON
Secrétaire général des Nations Unies

Présentation générale

Au début du nouveau millénaire, les dirigeants du monde entier se sont réunis aux Nations Unies pour élaborer un projet ambitieux destiné à combattre la pauvreté sous toutes ses formes. Cette vision, qui s'est traduite en huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a constitué le cadre commun de développement mondial lors des quinze dernières années.

La communauté mondiale a de bonnes raisons de célébrer la fin de la période des OMD. Grâce à des efforts concertés aux plans mondial, régional, national et local, les OMD ont

sauvé la vie de millions de personnes et amélioré les conditions de vie de bien plus encore. Les données et analyses présentées dans ce rapport prouvent que, grâce à des actions ciblées, des stratégies adaptées, des ressources adéquates et une volonté politique, même les pays les plus pauvres peuvent réaliser des progrès spectaculaires et sans précédent. Le rapport reconnaît aussi l'inégalité des succès obtenus et les insuffisances dans de nombreux domaines. Le travail n'est pas terminé, il doit continuer lors de la nouvelle ère de développement.

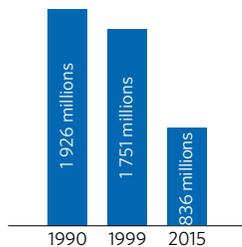
Des efforts sans précédent ont abouti à des réalisations considérables

OBJECTIF 1 : ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

Taux d'extrême pauvreté dans les pays en développement



Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde



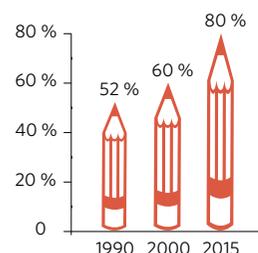
- L'extrême pauvreté a diminué de façon significative au cours des deux dernières décennies. En 1990, près de la moitié de la population des pays en développement vivait avec moins de 1,25 dollar par jour; cette proportion est tombée à 14 % en 2015.
- Au plan mondial, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a diminué de plus de moitié, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions en 2015. Les progrès ont essentiellement eu lieu depuis 2000.
- Le nombre de personnes dans la classe moyenne active, vivant avec plus de 4 dollars par jour, a presque triplé entre 1991 et 2015. Ce groupe représente maintenant la moitié de la population active dans les régions en développement, par rapport à seulement 18 % en 1991.
- La proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement a baissé de près de moitié depuis 1990, passant de 23,3 % en 1990-1992 à 12,9 % en 2014-2016.

OBJECTIF 2 : ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire dans le monde



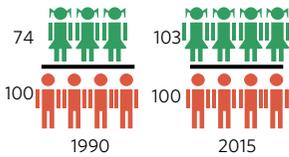
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne



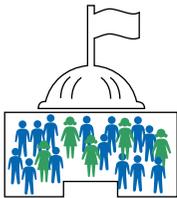
- Dans les régions en développement, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint 91 % en 2015, contre 83 % en 2000.
- Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a été réduit quasiment de moitié dans le monde, passant de 100 millions en 2000 à environ 57 millions en 2015.
- Parmi toutes les régions, l'Afrique subsaharienne a obtenu les meilleurs résultats en ce qui concerne l'éducation primaire depuis que les OMD ont été mis en place. Cette région a augmenté de 20 points de pourcentage son taux net de scolarisation entre 2000 et 2015, contre un gain de 8 points de pourcentage entre 1990 et 2000.
- Le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté dans le monde, passant de 83 % à 91 % entre 1990 et 2015. L'écart entre les femmes et les hommes s'est réduit.

OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire en Asie du Sud



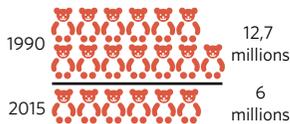
90 % des pays ont davantage de femmes au parlement depuis 1995



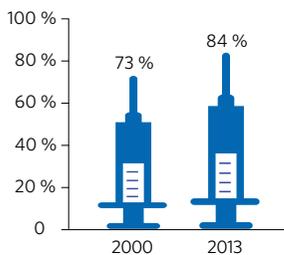
- Beaucoup plus de filles sont scolarisées qu'en 2000. Dans leur ensemble, les régions en développement ont atteint la cible consistant à éliminer la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.
- En Asie du Sud, en 1990, seulement 74 filles allaient à l'école primaire pour 100 garçons. Aujourd'hui, 103 filles sont scolarisées pour 100 garçons.
- Aujourd'hui, les femmes représentent 41 % des travailleurs rémunérés non agricoles, en augmentation par rapport à 35 % en 1990.
- Entre 1991 et 2015, la proportion de femmes dans l'emploi précaire par rapport à l'emploi total des femmes a diminué de 13 points de pourcentage. En revanche, l'emploi précaire des hommes a diminué de 9 points de pourcentage.
- Pendant les 20 dernières années, les femmes ont gagné du terrain dans la représentation parlementaire dans près de 90 % des 174 pays disposant de données. La proportion moyenne des femmes au parlement a presque doublé lors de cette période; cependant, un parlementaire sur cinq seulement est une femme.

OBJECTIF 4 : RÉDUIRE LA MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS

Nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans dans le monde



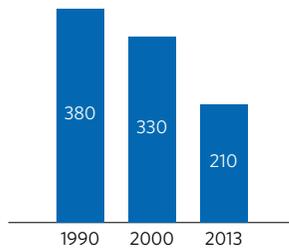
Couverture du vaccin contre la rougeole dans le monde



- Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde a diminué de plus de moitié, passant de 90 à 43 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2015.
- En dépit de la croissance démographique dans les régions en développement, le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans a diminué, passant de 12,7 millions en 1990 à près de 6 millions en 2015 dans le monde.
- Depuis le début des années 1990, le taux de réduction de la mortalité des moins de cinq ans a plus que triplé dans le monde.
- En Afrique subsaharienne, le taux annuel de réduction de la mortalité des moins de cinq ans a augmenté plus de cinq fois durant la période 2005-2013 qu'il ne l'avait fait lors de la période 1990-1995.
- La vaccination contre la rougeole a permis d'empêcher près de 15,6 millions de décès entre 2000 et 2013. Le nombre de cas de rougeole signalés dans le monde a diminué de 67 % pour la même période.
- Près de 84 % des enfants dans le monde ont reçu au moins une dose de vaccin contre la rougeole en 2013, contre 73 % en 2000.

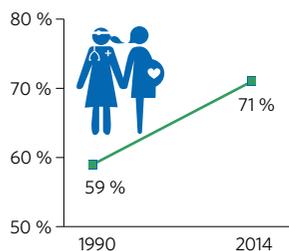
OBJECTIF 5 : AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE

Taux de mortalité maternelle dans le monde (décès pour 100 000 naissances vivantes)



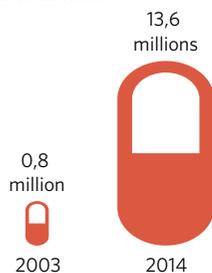
- Depuis 1990, le taux de mortalité maternelle a diminué de 45 % dans le monde; la plus grande partie de cette diminution a eu lieu depuis 2000.
- En Asie du Sud, le taux de mortalité maternelle a diminué de 64 % entre 1990 et 2013; il a chuté de 49 % en Afrique subsaharienne.
- En 2014, plus de 71 % des naissances dans le monde ont été assistées par un personnel soignant qualifié, en augmentation par rapport à 59 % en 1990.
- En Afrique du Nord, la proportion de femmes enceintes qui ont reçu au moins quatre visites prénatales est passée de 50 % à 89 % entre 1990 et 2014.
- Dans le monde, l'usage de la contraception chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, mariées ou en couple, est passé de 55 % en 1990 à 64 % en 2015.

Naissances assistées par un personnel soignant qualifié dans le monde

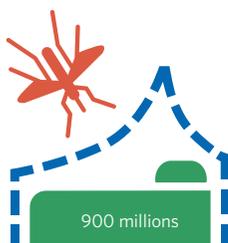


OBJECTIF 6 : COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

Traitement antirétroviral dans le monde



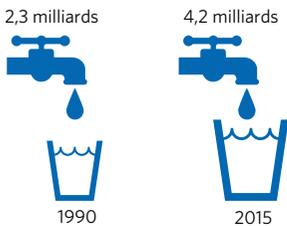
Nombre de moustiquaires imprégnées d'insecticide livrées en Afrique subsaharienne, 2004-2014



- Les nouvelles infections au VIH ont chuté de près de 40 % entre 2000 et 2013, passant, selon les estimations, de 3,5 à 2,1 millions de cas.
- Dans le monde, en juin 2014, 13,6 millions de personnes vivant avec le VIH recevaient un traitement antirétroviral, une immense augmentation par rapport à seulement 800 000 personnes en 2003. Le traitement antirétroviral a permis d'éviter 7,6 millions de décès dus au sida entre 1995 et 2013.
- Plus de 6,2 millions de décès dus au paludisme ont été évités entre 2000 et 2015, principalement chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne. On estime que le taux d'incidence du paludisme dans le monde a chuté de 37 % et le taux de mortalité de 58 %.
- Entre 2004 et 2014, plus de 900 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été livrées aux pays d'Afrique subsaharienne où le paludisme est endémique.
- Entre 2000 et 2013, les actions de prévention, diagnostic et traitement de la tuberculose ont sauvé environ 37 millions de personnes. Le taux de mortalité due à la tuberculose a diminué de 45 % et le taux de prévalence de 41 % entre 1990 et 2013.

OBJECTIF 7 : ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE

1,9 milliard de personnes supplémentaires ont l'eau potable courante depuis 1990



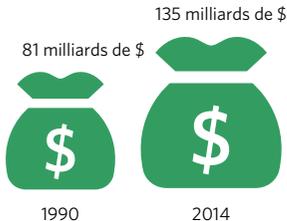
98 % des substances appauvrissant la couche d'ozone ont été éliminées depuis 1990



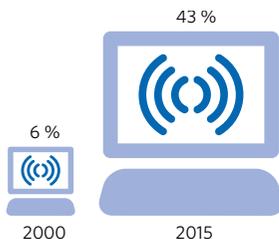
- Les substances appauvrissant la couche d'ozone ont été pratiquement toutes éliminées depuis 1990, et la couche d'ozone devrait se reconstituer d'ici au milieu du siècle.
- Dans de nombreuses régions, les zones terrestres et marines protégées ont augmenté considérablement depuis 1990. En Amérique latine et Caraïbes, la couverture des zones terrestres protégées a augmenté de 8,8 % à 23,4 % entre 1990 et 2014.
- En 2015, 91 % de la population mondiale utilise une source d'eau potable améliorée, contre 76 % en 1990.
- Parmi les 2,6 milliards de personnes ayant obtenu un accès à une source d'eau potable améliorée depuis 1990, 1,9 milliard avaient l'eau courante. Plus de la moitié de la population mondiale (58 %) bénéficie maintenant de meilleurs services.
- Au plan mondial, 147 pays ont atteint la cible sur l'eau potable, 95 pays ont atteint la cible sur l'assainissement, et 77 pays ont atteint les deux cibles.
- Au niveau mondial, 2,1 milliards de personnes ont accès à un service d'assainissement amélioré. La proportion de personnes déféquant à l'air libre a diminué de près de moitié depuis 1990.
- La proportion de la population urbaine des régions en développement vivant dans des taudis est passée de 39,4 % en 2000 à 29,7 % en 2014.

OBJECTIF 8 : METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Aide publique au développement



Pénétration d'Internet dans le monde



- Les pays développés ont accru leur aide publique au développement de 66 % en termes réels entre 2000 et 2014, atteignant 135,2 milliards de dollars.
- En 2014, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont continué à dépasser la cible des Nations Unies pour l'aide publique au développement de 0,7 % du revenu national brut.
- En 2014, 79 % des importations des pays développés en provenance des pays en développement étaient admises en franchise de droits, contre 65 % en 2000.
- La proportion du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation des pays en développement a chuté de 12 % en 2000 à 3 % en 2013.
- Depuis 2015, 95 % de la population mondiale est couverte par un signal de téléphonie mobile cellulaire.
- Le nombre d'abonnements à des téléphones portables a été quasiment multiplié par dix au cours des 15 dernières années, passant de 738 millions en 2000 à plus de 7 milliards en 2015.
- La pénétration d'Internet a augmenté, passant d'un peu plus de 6 % de la population mondiale en 2000 à 43 % en 2015. En conséquence, 3,2 milliards de personnes sont reliées à un réseau mondial de contenus et d'applications.

Malgré de nombreux succès, les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont laissées de côté

Bien que des avancées significatives aient été effectuées pour de nombreuses cibles des OMD dans le monde, les progrès ont été inégaux entre les régions et les pays, donnant lieu à des écarts importants. Des millions de personnes ont été laissées de côté, principalement les plus pauvres et celles désavantagées à cause de leur sexe, âge, handicap, ethnicité ou lieu d'habitation. Des efforts ciblés seront nécessaires pour aider les personnes les plus vulnérables.

► L'inégalité entre les sexes persiste

Les femmes continuent d'être confrontées à des discriminations pour l'accès au travail, les biens économiques et la participation aux prises de décisions privées et publiques. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté. En Amérique latine et Caraïbes, la proportion de femmes par rapport aux hommes dans les ménages pauvres a augmenté et est passée de 108 femmes pour 100 hommes en 1997 à 117 femmes pour 100 hommes en 2012, malgré des taux de pauvreté en diminution dans l'ensemble de la région.

Les femmes restent désavantagées sur le marché du travail. Au plan mondial, près de trois quarts des hommes en âge de travailler font partie de la population active, contre la moitié seulement pour les femmes du même âge. Dans le monde, les femmes gagnent 24 % de moins que les hommes. Dans 85 % des 92 pays disposant de données sur le taux de chômage par niveau d'éducation pour les années 2012-2013, les femmes ayant reçu une éducation supérieure connaissent des taux de chômage plus élevés que les hommes ayant le même niveau d'éducation. Malgré des progrès constants, il reste aujourd'hui encore beaucoup à faire pour parvenir à une représentation égale des sexes dans les prises de décisions privées et publiques.

► Des écarts importants existent entre les ménages les plus pauvres et les plus riches, et entre les zones rurales et urbaines

Dans les régions en développement, les enfants des 20 % des ménages les plus pauvres risquent deux fois plus d'avoir une croissance retardée que ceux des 20 % les plus riches. Les enfants des ménages les plus pauvres courent quatre fois plus de risques de ne pas être scolarisés que ceux des ménages les plus riches. Dans les ménages les plus pauvres, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est près de deux fois plus élevé que celui des enfants des ménages les plus riches. Dans les zones rurales, seulement 56 % des naissances sont assistées par un personnel soignant qualifié, contre 87 % dans les zones urbaines. Près de 16 % de la population rurale n'utilise pas de sources

d'eau potable améliorées, contre 4 % de la population urbaine. Environ 50 % des personnes vivant dans les zones rurales manquent d'installations sanitaires améliorées, contre 18 % seulement dans les zones urbaines.

► Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sapent les progrès réalisés, et les personnes pauvres en souffrent le plus

Les émissions de dioxyde de carbone dans le monde ont plus que doublé depuis 1990. Lutter contre l'augmentation continue des émissions de gaz à effet de serre et les effets probables des changements climatiques, comme les écosystèmes modifiés, les phénomènes météorologiques extrêmes et les risques que ces derniers posent à la société, reste un défi urgent et crucial pour la communauté mondiale.

On estime à 5,2 millions le nombre d'hectares de forêts perdus en 2010, ce qui représente environ la superficie du Costa Rica. La surexploitation des stocks de poissons de mer a conduit à des diminutions des stocks de poissons qui ne sont pas en danger pour des raisons biologiques de sécurité, qui sont passés de 90 % en 1974 à 71 % en 2011. Dans leur ensemble, le nombre d'espèces diminue en population et en répartition. Cela signifie qu'elles sont de plus en plus menacées d'extinction. La pénurie d'eau affecte 40 % des habitants de la planète et elle devrait augmenter. Les moyens d'existence des personnes pauvres sont davantage directement liés aux ressources naturelles, et comme ces personnes vivent souvent dans les zones les plus vulnérables, elles souffrent le plus de la dégradation de l'environnement.

► Les conflits sont la principale menace au développement humain

Fin 2014, les conflits avaient forcé près de 60 millions de personnes à abandonner leur foyer, ce qui constitue le plus haut niveau jamais enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Si ces personnes étaient une nation, elles représenteraient le vingt-quatrième plus grand pays du monde. Chaque jour, 42 000 personnes en moyenne sont déplacées de force et contraintes de rechercher une protection à cause des conflits; c'est près de quatre fois plus que le chiffre de 11 000 en 2010. En 2014, les enfants représentaient la moitié de la population mondiale réfugiée sous la responsabilité du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Dans les pays affectés par des conflits, la proportion des enfants non scolarisés est passée de 30 % en 1999 à 36 % en 2012. Les pays fragiles et affectés par les conflits ont habituellement les taux de pauvreté les plus élevés.

► **Des millions de personnes pauvres souffrent encore de la faim et n'ont pas accès aux services de base**

En dépit d'énormes progrès, même aujourd'hui, près de 800 millions de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté et souffrent de la faim. Plus de 160 millions d'enfants de moins de cinq ans ont une taille inadaptée à leur âge à cause d'une alimentation insuffisante. Actuellement, 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés. Près de la moitié de la population active dans le monde travaille encore dans des conditions précaires, bénéficiant rarement des prestations associées à un travail décent. Environ 16 000 enfants meurent chaque jour avant leur cinquième anniversaire, le plus souvent de causes évitables. Le taux de mortalité maternelle

des régions en développement est 14 fois plus élevé que celui des régions développées. La moitié seulement des femmes enceintes des régions en développement reçoit le minimum recommandé de quatre visites de soins prénatals. On estime que seulement 36 % des 31,5 millions de personnes vivant avec le VIH dans les régions en développement recevaient un traitement antirétroviral en 2013. En 2014, une personne sur trois (soit 2,4 milliards) utilise encore des installations sanitaires non améliorées, dont 946 millions défèquent encore à l'air libre. Aujourd'hui, on estime que plus de 880 millions de personnes vivent dans des taudis dans les villes du monde en développement.

Grâce à une action au plan mondial, ces chiffres peuvent changer.

Les succès du programme des OMD prouvent que l'action au plan mondial fonctionne. C'est la seule voie pour s'assurer que le nouveau programme de développement ne laisse personne de côté

En 2015, la communauté mondiale se trouve à un carrefour historique. Alors que le délai fixé pour atteindre les OMD expire, le monde a la possibilité de tirer parti des succès et de la dynamique des OMD, tout en ayant de nouvelles ambitions pour l'avenir que nous voulons. Un nouveau programme audacieux est élaboré pour transformer le monde afin qu'il réponde mieux aux besoins des humains et aux critères d'une transformation économique, tout en protégeant l'environnement, en assurant la paix et en respectant les droits de l'homme. Au cœur de ce programme se trouve le développement durable, qui doit devenir une réalité pour tous les habitants de la planète.

Ce rapport est le dernier rapport sur les OMD. Il documente 15 ans d'effort en vue de réaliser les objectifs ambitieux définis dans la Déclaration du Millénaire et souligne les nombreux succès à travers

le monde, mais reconnaît aussi les lacunes qui demeurent. Il est possible de tirer de nombreuses leçons de l'expérience des OMD, qui serviront de point de départ pour les prochaines étapes. Les dirigeants et les parties prenantes de chaque nation continueront à travailler ensemble, redoublant d'efforts pour réaliser un programme de transformation véritablement universel. C'est la seule façon d'assurer un avenir durable et une vie digne pour tous les peuples.



WU HONGBO
Secrétaire général adjoint
aux affaires économiques et sociales

Déterminons ce dont nous avons besoin pour agir : des données fiables pour un développement durable

Alors que le programme de développement pour l'après-2015 est en cours d'établissement, le renforcement de la production de données et l'utilisation de données plus précises dans l'élaboration et le suivi des politiques sont de plus en plus reconnus comme des outils fondamentaux du développement. Les leçons tirées du suivi des OMD ont clairement démontré que l'utilisation efficace des données peut permettre de galvaniser les efforts de développement, mettre en œuvre avec succès des actions ciblées, surveiller les résultats et améliorer la responsabilisation. Ainsi, le développement durable nécessite une révolution des données pour améliorer la disponibilité, la qualité, la pertinence et la ventilation des données afin de soutenir la mise en œuvre du nouveau programme de développement à tous les niveaux.

La surveillance des OMD nous a appris que les données sont un élément indispensable du programme de développement

► Ce qui est mesurable est réalisable

Le cadre des OMD a permis de renforcer l'utilisation de données robustes et fiables pour prendre des décisions fondées sur des données objectives. Un grand nombre de pays ont intégré les OMD dans leurs priorités nationales et stratégies de développement. L'utilisation de données fiables pour surveiller les progrès accomplis dans la réalisation des OMD a aussi permis aux gouvernements, aux niveaux national et infranational, d'orienter efficacement leurs politiques de développement, leurs programmes et leurs actions.

Les données se sont révélées extrêmement utiles au niveau local. La surveillance au niveau infranational des taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire a ainsi révélé de grandes disparités entre les zones arides et semi-arides du nord du Kenya. Le gouvernement du Kenya a donc ciblé ces zones défavorisées en mettant en place un programme spécifique d'alimentation à l'école, des internats à coût réduit dans le primaire, et des écoles mobiles. En Colombie, les données au niveau infranational ont nettement montré des progrès inégaux, ce qui a incité les gouvernements locaux à mettre en place des actions clés tenant compte des priorités locales. La région de Nariño, par exemple, s'est concentrée sur l'objectif 3, cherchant à réduire les écarts importants entre les sexes dans l'emploi

et la participation politique. Au Cundinamarca, dans les municipalités les plus pauvres, on s'est employé à accélérer la réalisation de l'objectif 1.

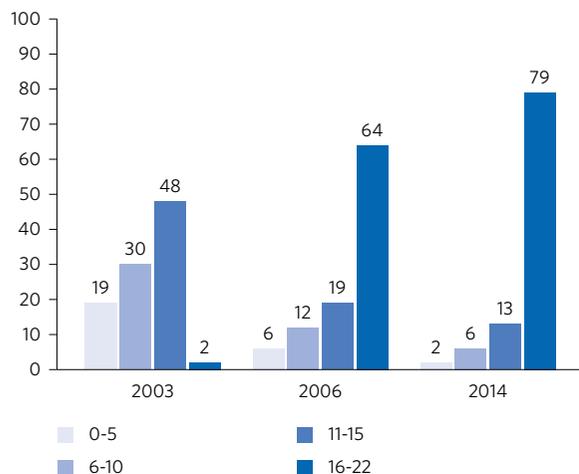
► Une amélioration réelle des données a lieu lorsque le soutien des politiques satisfait la demande

Les OMD ont stimulé les efforts en vue d'augmenter la production et l'utilisation de données sur le développement. Les conditions requises pour leur suivi ont attiré l'attention sur le besoin de renforcer la capacité statistique et d'améliorer les méthodes statistiques et les systèmes informatiques aux niveaux tant national qu'international. Au fil du temps, les données sont devenues plus nombreuses et de meilleure qualité; la coordination à l'intérieur des systèmes statistiques nationaux s'est améliorée et de nouvelles méthodes statistiques ont été mises au point.

Dans le but de soutenir le suivi des OMD aux Philippines, le Conseil national de coordination statistique a été désigné comme dépositaire des données sur les indicateurs des OMD. Le Conseil a élaboré un programme de développement des statistiques pour les OMD, qui a permis la compilation de données provenant de différentes sources et la formulation de programmes et de politiques pour faciliter la collecte, la diffusion et l'amélioration des données destinées à l'élaboration des politiques. Un système de surveillance communautaire a aussi été développé afin de fournir des données pour surveiller et évaluer les plans de développement locaux.

Le suivi des OMD au plan mondial s'est considérablement amélioré, grâce à l'étroite collaboration entre les organisations internationales et les experts nationaux. Entre 2000 et 2015, le nombre d'enquêtes et de recensements dans la base de données du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement a été multiplié par six. La couverture par pays pour un sous-ensemble de 22 indicateurs officiels des OMD s'est fortement améliorée entre 2003 et 2014. En 2003, alors que 2 % seulement des pays en développement avaient au moins deux points de données pour 16 indicateurs ou plus parmi les 22 indicateurs, ce pourcentage avait atteint 79 % en 2014. Cette évolution reflète la capacité accrue des systèmes statistiques nationaux à gérer les conditions de suivi et les améliorations des mécanismes de diffusion des données. Cela montre aussi les avantages du meilleur accès aux sources nationales par les organismes internationaux.

Proportion de pays et territoires des régions en développement ayant au moins deux points de données pour une sélection de 22 indicateurs OMD, 2003, 2006 et 2014 (pourcentage)



► En dépit des améliorations, des données cruciales pour l'élaboration des politiques de développement font toujours défaut

De grandes lacunes dans les données subsistent dans plusieurs domaines du développement. Les principaux défis à relever sont l'absence de données récentes, leur mauvaise qualité et le manque de données ventilées portant sur des aspects importants. Par conséquent, de nombreuses administrations locales et nationales continuent de se fier à des données obsolètes ou de qualité insuffisante pour élaborer des plans et prendre des décisions.

Une étude de la Banque mondiale montre que près de la moitié des 155 pays n'avaient pas suffisamment de données pour surveiller la pauvreté; par conséquent, les personnes les plus pauvres de ces pays ne sont pas prises en compte. Entre 2002 et 2011, jusqu'à 57 pays (37 %) n'avaient aucune mesure du taux de pauvreté, ou seulement une estimation. En Afrique subsaharienne, où la pauvreté est la plus sévère, 61% des pays ne disposent pas de données suffisantes pour en surveiller l'évolution.

L'absence de systèmes nationaux d'état civil fonctionnant correctement aboutit aussi à des lacunes sérieuses dans les données, en particulier pour les statistiques de l'état civil. D'après le Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, près de 60 pays seulement possèdent de tels systèmes; les autres dépendent principalement des enquêtes effectuées auprès des ménages ou des recensements pour estimer la mortalité infantile.

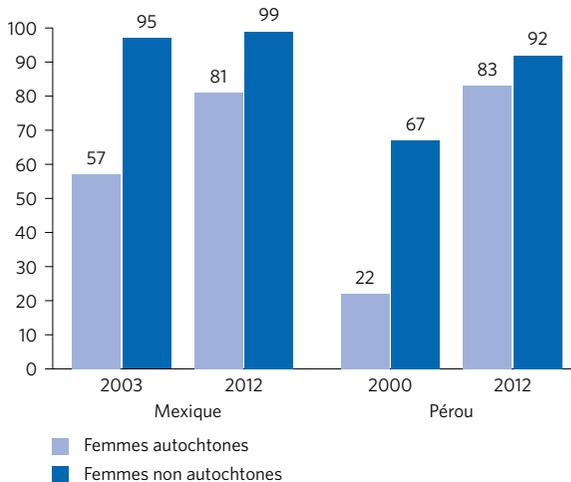
De meilleures données sont nécessaires pour le programme de développement pour l'après-2015

► C'est seulement en obtenant les données manquantes que nous pouvons atteindre les exclus

Des données d'excellente qualité ventilées en fonction de paramètres clés dépassant les critères basiques de l'âge et de sexe (le statut de migrant, le statut d'autochtone, l'ethnicité et le handicap, entre autres) sont cruciales pour prendre les décisions nécessaires et surveiller les progrès vers la réalisation d'un développement durable pour tous. Pour estimer la taille de petits groupes de population et examiner leurs caractéristiques, il est nécessaire d'avoir des échantillons de grande taille ou le dénombrement de populations entières. Les recensements nationaux de la population et des logements fournissent une source de données et un cadre d'échantillonnage importants pour estimer la taille de groupes minoritaires vulnérables.

Des progrès remarquables ont été réalisés concernant, par exemple, la disponibilité de données détaillées sur les peuples autochtones en Amérique latine. Lors du recensement de 2010, 17 pays sur 20 en Amérique latine ont prévu des questions sur les populations autochtones afin de fournir des données détaillées sur ce groupe. Des données sur les soins maternels ont montré que vers 2000 la proportion de naissances assistées par un personnel soignant était de 38 points de pourcentage inférieure chez les femmes autochtones que chez les femmes non autochtones au Mexique. L'écart était de 45 points de pourcentage au Pérou. La disponibilité de ces données ventilées a conduit à l'adoption d'actions plus efficaces pour réduire les inégalités. Fin 2012, plus de 80 % des naissances chez les femmes autochtones étaient assistées par un personnel soignant dans les deux pays.

Naissances assistées par un personnel qualifié au Mexique et au Pérou, par statut autochtone, sélection d'années (pourcentage)



► **Des données en temps réel sont nécessaires pour prendre plus rapidement de meilleures décisions**

Dans un monde qui change rapidement, des informations en temps réel sont indispensables pour se préparer et réagir aux crises économiques, politiques, naturelles et sanitaires. Cependant, la plupart des données sur le développement sont établies avec un décalage de deux à trois ans. Des innovations récentes contribuent à réduire ce problème. Par exemple, l'UNICEF et ses partenaires ont utilisé des messages SMS pour faciliter la collecte et le partage en temps réel d'informations sur l'épidémie d'Ebola. Au Libéria, des centaines de professionnels de la santé ont utilisé mHero (Mobile Health Worker Ebola Response and Outreach); en Guinée et en Sierra Leone, des milliers de jeunes utilisent U-Report. Ces informations en temps réel ont permis de localiser rapidement les nouveaux cas, de déterminer les fournitures médicales requises et de diffuser des messages contribuant à sauver des vies.

► **Les données géospatiales peuvent contribuer au suivi de nombreux aspects du développement, de la santé à la gestion des ressources naturelles**

Savoir où se trouvent les personnes et les choses, et les relations qu'elles entretiennent, est essentiel pour prendre des décisions en toute connaissance de cause. Des informations complètes géolocalisées permettent aux gouvernements d'établir des priorités stratégiques, de prendre des décisions, et de mesurer et suivre les résultats. Une fois les données géospatiales créées, elles peuvent être utilisées de nombreuses fois pour une multiplicité d'applications. Un repère de référence géodésique permet d'effectuer des observations précises et le « positionnement » de tout objet sur la planète, et peut être utilisé à de nombreuses fins sociales, économiques et environnementales, comme l'agriculture de précision et la surveillance des changements du niveau de la mer.

Par exemple, des informations géospatiales ont été utilisées pour répondre aux besoins sanitaires et définir des mesures d'intervention sociale durant l'épidémie du virus Chikungunya aux Caraïbes. À Trinité-et-Tobago, des applications géospatiales pour smartphones ont aidé le Ministère de la santé à localiser les personnes infectées; ces informations ont contribué à maîtriser l'épidémie.

Une forte volonté politique et des ressources sensiblement accrues seront nécessaires afin de répondre à la demande de données pour le nouveau programme de développement

► **Le renforcement des capacités statistiques est essentiel pour le suivi des progrès du nouveau programme de développement**

Pour améliorer la disponibilité, la fiabilité, l'actualité et l'accessibilité des données appuyant le programme de développement pour l'après-2015, des investissements durables dans les capacités statistiques sont nécessaires à tous les niveaux, en particulier au niveau national. L'intensification des capacités statistiques nationales et le renforcement et la modernisation des systèmes statistiques nécessiteront des arrangements institutionnels efficaces et une coordination interne, des ressources humaines et financières (internes et externes) durables, ainsi qu'une coopération technique. Les bureaux statistiques nationaux devraient avoir un mandat clair pour coordonner les organismes nationaux impliqués et devenir la base de données de référence pour le suivi.

Par exemple, améliorer l'état civil et le système d'enregistrement d'un pays nécessite un engagement fort de la part du gouvernement et des efforts à long terme de renforcement de l'infrastructure administrative. Les progrès au cours des 20 dernières années ont été très lents, mais un petit nombre de pays ont obtenu de grandes avancées. En Afrique du Sud, par exemple, 85 % des naissances en 2012 ont été enregistrées contre 56 % en 2003. En Thaïlande, grâce à des efforts commencés en 1996, plus de 95 % des naissances et des décès sont maintenant enregistrés.

► **Les nouvelles technologies sont en train de changer la manière dont les données sont recueillies et diffusées**

Les nouvelles technologies de l'information et des communications fournissent des possibilités sans précédent pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données. De nos jours, 95 % de la population mondiale est couverte par un réseau cellulaire, alors que les abonnements aux téléphones portables cellulaires ont dépassé les 7 milliards. Le taux de pénétration d'Internet a augmenté à 43 % de la population mondiale, reliant ainsi 3,2 milliards de personnes à un réseau mondial de contenus et d'applications. Les nouvelles technologies de collecte des données, comme les entretiens individuels assistés par ordinateur et les enquêtes par SMS, et de nouvelles sources de données, tels les messages publiés sur les réseaux sociaux, les enregistrements de recherche en ligne et les enregistrements d'appels depuis un téléphone portable, permettent une collecte des données plus rapide et fournissent des informations quasiment en temps réel.

En 2010, le Brésil a introduit plusieurs innovations méthodologiques lors de son recensement. La cartographie numérique de recensement a été développée et intégrée au Fichier national des adresses, ce qui a rendu la collecte des données plus efficace et plus précise. Les opérations de terrain grâce aux dispositifs d'entretiens individuels

assistés par ordinateur équipés d'un récepteur de système de positionnement universel (GPS) ont permis une meilleure surveillance des opérations de terrain et la vérification des données en temps réel. Pour répondre aux besoins des populations difficiles à atteindre, le Brésil utilise aussi la collecte de données Internet comme système complémentaire.

Cependant, les nouvelles sources de données et les nouvelles technologies de collecte des données doivent être appliquées avec prudence, afin d'éviter tout préjugé dans les rapports favorisant les personnes plus riches, plus éduquées, jeunes et de sexe masculin. L'utilisation de ces outils innovants peut aussi favoriser ceux qui ont plus de moyens pour accéder à la technologie, élargissant ainsi l'écart entre les « numériquement pauvres » et les « numériquement riches ».

► **Des normes mondiales et un système statistique intégré constituent des éléments essentiels pour une surveillance efficace**

Les normes internationales sont importantes pour construire des capacités statistiques nationales. Un des Principes fondamentaux de la statistique officielle déclare que « l'utilisation par les organismes statistiques nationaux de concepts internationaux, de classifications et de méthodes promeut la cohérence et l'efficacité des systèmes statistiques à tous les niveaux officiels ». Créé par le Secrétaire général, le Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable a aussi souligné, dans son rapport, le besoin d'un « Consensus mondial sur les données » pour adopter des principes relatifs aux normes légales, techniques, confidentielles, géospatiales et statistiques qui facilitent la transparence et l'échange d'informations, tout en favorisant et protégeant les droits de l'homme.

Mesurer la durabilité est une tâche hautement technique qui requiert de recueillir des données sur des interactions économiques, sociétales et environnementales complexes. Par conséquent, un cadre intégré d'indicateurs est nécessaire pour couvrir ces trois dimensions avec une certaine cohésion. L'intégration profite non seulement aux utilisateurs de données, mais aussi aux producteurs et fournisseurs de données en réduisant la charge de travail des répondants, les risques d'erreurs et les coûts à long terme. Exploiter les bénéfices de l'intégration statistique requiert d'investir dans l'adoption de normes statistiques,

de développer et réorganiser les processus de production statistique, et de modifier les arrangements institutionnels.

► **Promouvoir des données publiques, facilement accessibles, aider à mieux comprendre et utiliser les données est crucial pour une utilisation efficace des données en vue de prendre des décisions concernant le développement**

Les données pour le développement sont des biens publics; la population devrait pouvoir y accéder dans des formats ouverts. Les données publiques favorisent la transparence et la responsabilisation des gouvernements, permettent l'utilisation d'informations communes pour prendre des décisions politiques plus intelligentes, accroissent l'engagement des citoyens, et promeuvent l'efficacité et l'efficacité des gouvernements. À part les données, les informations sur les définitions, la qualité des données, les méthodes utilisées pour la collecte des données, et d'autres métadonnées importantes nécessitent aussi d'être largement diffusées. En plus d'élargir l'accès aux données, des efforts doivent être faits pour les diffuser dans des formats exploitables par machine et pour fournir des outils gratuits de visualisation et d'analyse.

Avec le volume croissant de données disponibles, les individus auront aussi besoin d'avoir les compétences nécessaires pour utiliser et interpréter correctement ces données. Les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties prenantes devraient soutenir la mise en œuvre de programmes d'apprentissage en matière de données, fournir des possibilités d'apprentissage en ligne et inclure l'acquisition d'une culture statistique dans les programmes scolaires.

► **Ensemble, nous pouvons déterminer ce qui est vraiment important**

Les données, qui permettent de prendre des décisions fondées sur des données factuelles et la responsabilisation, jouent un rôle essentiel dans le programme de développement pour l'après-2015. La révolution nécessaire des données relève d'une responsabilité partagée des gouvernements, des organisations internationales et régionales, du secteur privé et de la société civile. Construire un nouveau partenariat sera essentiel afin de s'assurer que les données soient disponibles pour contribuer à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et appuyer la prise de décisions au cours des 15 prochaines années.

« 2015 est une étape importante.
Nous mènerons à bien les objectifs
du Millénaire pour le développement.
Notre vision du développement durable,
y compris de ses objectifs, est audacieuse.
Et nous aspirons à un nouvel accord
universel sur le climat. »

BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES